

# Table des matières

<b>Sommaire</b>	5
<b>Le patrimoine des cohabitants et les difficultés en résultant – La cohabitation de fait</b>	7
Philippe DE PAGE	
Section 1. Introduction – Les principes	7
Section 2. Les confusions d’actifs et de passifs	8
Section 3. Les difficultés en matière mobilière	9
Section 4. Les difficultés en matière immobilière – La simulation éventuelle	11
Section 5. Les difficultés liées à la sortie d’indivision	12
Section 6. L’indivision subsidiaire en matière mobilière – Controverse	15
Section 7. L’enrichissement sans cause	17
Section 8. Conclusions	20
<b>Le patrimoine des cohabitants et les difficultés en résultant – La cohabitation légale</b>	21
Fabienne TAINMONT	
Section 1. Généralités	21
Section 2. La composition des patrimoines	22
§ 1 <sup>er</sup> . L’actif	22
1. Le principe : la séparation des patrimoines	22
2. Tempérament : les indivisions	24
3. Les règles de preuve	24
§ 2. Le passif	32
Section 3. La présomption de libéralité de l’article 1478, alinéa 3, du Code civil	34
Section 4. Les comptes de créance entre cohabitants légaux	38
Conclusion	44

<b>L'organisation conventionnelle du patrimoine des cohabitants légaux – Conventions d'indivision, clauses de réversion ou d'accroissement</b>	47
Lorette ROUSSEAU	
Introduction	47
Section 1. Définitions	48
Section 2. La convention d'indivision	49
Section 3. Les clauses d'accroissement	50
§ 1 <sup>er</sup> . Généralités	50
§ 2. Possibilité de sortir d'indivision et de mettre fin unilatéralement à la clause d'accroissement	51
§ 3. La clause d'accroissement avec option	57
§ 4. Jouissance du bien pendant la durée de la convention	59
§ 5. Les clauses d'accroissement portant sur des biens meubles	59
Section 4. Les clauses de réversion	61
Conclusion	64
 <b>Les clauses de comptes et les conventions patrimoniales entre cohabitants</b>	65
Isabelle DE STEFANI	
Section 1. Introduction – Rappel historique	65
Section 2. L'analogie avec l'arrêt du 22 avril 1976 est-elle possible ?	69
Section 3. La convention de cohabitation	71
§ 1 <sup>er</sup> . La convention ponctuelle	72
§ 2. La convention élargie, ou durable	77
Section 4. Les effets internes et externes de la convention	82
Section 5. Conclusion	90
 <b>La succession du cohabitant légal – De quelques questions controversées</b>	91
Paul DELNOY	
Introduction	91

Section 1. De la détermination des biens et droits recueillis par le cohabitant légal	92
Sous-section 1. L'usufruit de l'immeuble d'habitation du couple	92
§ 1 <sup>er</sup> . L'immeuble d'habitation du couple	93
§ 2. L'usufruit de cet immeuble	97
Sous-section 2. Droit au bail	100
Section 2. De la nature des droits successoraux du cohabitant légal	104
Sous-section 1. Succession légale anormale	104
Sous-section 2. Succession non réservataire	107
Section 3. Du passif à supporter par le cohabitant légal	109
Sous-section 1. Le droit au bail	109
Sous-section 2. Le droit d'usufruit	109
Section 4. Du rapport des libéralités non préciputaires	112
Sous-section 1. Les libéralités non préciputaires au cohabitant légal	112
Sous-section 2. Les libéralités non préciputaires à d'autres héritiers qu'au cohabitant légal	113
Section 5. De la réduction des libéralités	114
Sous-section 1. Le montant de la quotité disponible, la masse de calcul de l'article 922 du Code civil et l'imputation des libéralités	114
Sous-section 2. La réduction des libéralités	116
§ 1 <sup>er</sup> . La réduction des libéralités consenties à des tiers	116
§ 2. La réduction des libéralités consenties au cohabitant légal survivant	125
<b>Les cohabitants et la fiscalité directe</b>	131
Jean-Michel DEGÉE	
Section 1. Introduction	131
Section 2. Le régime des cohabitants légaux	132
Sous-section 1. Notion et plan	132
Sous-section 2. Incidence sur la qualité d'habitant du Royaume (au sens fiscal)	133
Sous-section 3. Établissement de l'impôt	134
Sous-section 4. Calcul de l'impôt	135
§ 1 <sup>er</sup> . Le « décumul » des revenus imposables	135
§ 2. Le quotient conjugal	140

§ 3. L'attribution au conjoint aidant	140
§ 4. Dépenses déductibles de l'ensemble des revenus imposables	142
§ 5. Calcul de l'impôt proprement dit	143
§ 6. Calcul des réductions d'impôt	144
Sous-section 5. Recouvrement de l'impôt	146
Sous-section 6. Recours contre l'impôt	148
Section 3. Le régime des cohabitants de fait	149
<b>Les droits de succession et de donation entre cohabitants</b>	<b>151</b>
Emmanuel DE WILDE D'ESTMAEL	
Section 1. Les droits de succession	151
§ 1 <sup>er</sup> . Tarifs en Région de Bruxelles-Capitale	151
§ 2. Tarifs en Région wallonne	154
§ 3. Tarifs en Région flamande	156
§ 4. Obligations fiscales successorales du cohabitant légal survivant	158
§ 5. Obligation de déclarer	159
§ 6. Application des articles 9 et suivants du Code des droits de succession	159
§ 7. Évaluation de l'actif successoral	163
§ 8. Exclusion d'un certain passif	163
§ 9. Solidarité	164
Section 2. Les droits de donation	164
§ 1 <sup>er</sup> . Montant des droits de donation	164
1. Tarif applicable en Région wallonne et en Région flamande (si le taux réduit de 3%, 5% et 7% ne s'applique pas)	164
2. Tarif applicable en Région de Bruxelles-Capitale (si le taux réduit de 3% ou 7% ne s'applique pas)	168
§ 2. Règles concernant les donations mobilières (depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2004 en Région flamande, depuis le 9 mars 2005 en Région de Bruxelles-Capitale et depuis le 23 décembre 2005 pour la Région wallonne)	170

<b>Personnes mariées et cohabitants légaux ou de fait – Quelques disparités en droits d’enregistrement et de succession</b>	<b>173</b>
André CULOT	
Section 1. De quelques disparités dans le cadre de l’acquisition d’une habitation modeste (articles 53 et s. du Code des droits d’en- registrement)	173
§ 1 <sup>er</sup> . Notions – Rappel	173
§ 2. Conditions générales d’application du régime de faveur	174
§ 3. Exemple n° 1 : acquisition d’usufruit et de nue-propriété	175
§ 4. Exemple n° 2 : acquisition de la nue-propriété et de l’usu- fruit	175
§ 5. Exemple n° 3 : revenu cadastral – Notion d’enfants à charge	176
§ 6. Exemple n° 4 : revenu cadastral – Enfants à charge – Acqui- sition en indivision par des cohabitants	176
§ 7. Exemple n° 5 : revenu cadastral – Notion d’enfants à charge – Coparenté	176
§ 8. Exemple n° 6 : part indivise	177
§ 9. Exemple n° 7 : parts indivises	177
Section 2. De quelques disparités dans le cadre des stipulations pour autrui (article 8 du Code des droits de succession)	178
§ 1 <sup>er</sup> . Notion – Rappel	178
§ 2. Règle édictée par l’article 8 du Code des droits de succes- sion – Généralités	178
§ 3. Règle spécifique au contrat souscrit par des époux mariés sous un régime de communauté	178
§ 4. Exemple n° 1 : la souscription d’un contrat d’assurance	180
§ 5. Exemple n° 2 : la vente d’un immeuble moyennant consti- tution d’une rente viagère	181
1. Avec accroissement	181
2. Avec réversion	181
3. Réversion au profit d’un conjoint	182
§ 6. Exemple n° 3 : la donation d’un immeuble moyennant constitution d’une rente viagère	183
§ 7. Exemple n° 4 : Donation de valeurs mobilières moyennant constitution d’une rente viagère	183

Section 3. De quelques disparités dans le cadre de l'article 16 du Code des droits de succession	184
§ 1 <sup>er</sup> . Notion – Rappel	184
§ 2. Liquidation des récompenses	184
§ 3. Règle édictée par l'article 16 du Code des droits de succession – Généralités	185
§ 4. Principes	185
§ 5. Conditions d'application de l'article 16	186
1. Quant aux communautés	186
2. Quant aux personnes	186
§ 6. Exemple	186
1. Le prix de vente se retrouve tel quel sur un compte de dépôt au nom de l'époux vendeur	187
2. Le prix de vente a servi à l'acquisition d'un immeuble	187
3. Le prix de vente a servi à l'acquisition de valeurs mobilières	187
4. Le prix de vente a été versé sur un compte ouvert au nom des époux ou sur un compte ouvert au nom d'un époux, mais utilisé par la communauté comme un compte courant	187
§ 7. Distinction dans l'hypothèse où le défunt n'était pas marié, mais avait souscrit une déclaration de cohabitation légale	188
Section 4. De quelques disparités dans le cadre des obligations imposées aux tiers par le Code des droits de succession	189
§ 1 <sup>er</sup> . Synthèse des articles 96 à 103 <sup>1</sup>	189
1. Devoirs d'information, imposés par les articles 96 à 99 et par l'article 103 <sup>1</sup> , et personnes qui en sont tenues	189
2. Renseignements à fournir à l'État	189
3. Régime particulier pour les coffres-forts	190
§ 2. Articles 96 à 99 – Objet de l'information – Personnes visées	190
§ 3. Article 100 – Objet de l'information – Personnes visées	191
§ 4. Article 101 – Personnes auxquelles s'applique la disposition	191
Section 5. Conclusion	191